

À PARTIR DE SÉTIF

Belkhadem persiste et signe

«Je demande pardon à la population de Sétif. Le FLN a certes commis une erreur monumentale et nous en sommes conscients. Mais cela ne se reproduira plus à l'avenir.» C'est ce qu'a déclaré Abdelaziz Belkhadem, secrétaire général du FLN, faisant allusion à l'élection, dans la circonscription de Sétif, de Salah Goudjil, le coordinateur national du Mouvement des redresseurs du FLN, aux dernières législatives, alors qu'il n'a pas mis les pieds dans cette wilaya depuis des lustres et demeure le parfait inconnu jusqu'à ce jour à Sétif.

Des propos que Abdelaziz Belkhadem a prononcé, hier à Sétif, lors de l'ouverture du regroupement local des cadres et militants du FLN, organisé par la mouhafadha de Sétif et abrité par la salle de conférences de la maison de la culture.

Lors de son allocution, le secrétaire général du FLN a tenu à répondre aux nombreuses accusations portées contre son parti sur la question des réformes politiques initiées par le président de la République.

«Certaines voix se sont élevées ces derniers jours pour accuser ouvertement le FLN d'avoir vidé les réformes politiques de leur contenu. Ces gens ont dû oublier que c'est le FLN qui a, depuis longtemps, demandé et exigé ces réformes politiques, notamment de la Constitution, qui, selon nous, a besoin d'être revue et corrigée. A cet effet, nous avons demandé une réforme approfondie de la Constitution, et avons déjà mis en place un groupe de travail qui aura pour mission de présenter des propositions sur ce qui doit être changé dans la Constitution», a-t-il déclaré.

Abordant la nouvelle loi électorale, le chef de file du FLN a

affirmé que son parti était favorable au changement du mode de scrutin actuel surtout pour les élections municipales. Le mode de scrutin actuel doit être revu et corrigé notamment pour les élections locales, car il a été la source de nombreux blocages dans certaines assemblées communales. A cet effet, nous proposons que la préférence soit donnée au parti ayant obtenu le plus grand nombre de voix. Nous voulons que la gestion des APC soit du ressort des élus d'un même parti, le parti majoritaire, et ce pour la bonne marche de l'assemblée populaire. Et ce sera à cette assemblée élue de rendre des comptes», dira-t-il.

Toujours dans le même contexte de la réforme de la loi électorale, Belkhadem s'est dit favorable à la création d'un Haut-Comité des élections, composé de représentants des différentes formations politiques, et qui aura pour mission de contrôler les élections, en plus de la mise en place au niveau national et local d'une commission de contrôle composée uniquement de magistrats, et ce, pour éviter tout acte ou opération de fraude pendant les élections.

Pour ce qui est de la nouvelle



Photo : Samir Sid

loi relative aux partis politiques, Belkhadem a déclaré que son parti a été accusé à tort d'avoir œuvré pour éviter toute création de nouvelles formations politiques.

«Le FLN n'a jamais eu peur par le passé, alors comment voulez-vous qu'il ait peur cette fois-ci des partis nouveau-nés ?» Et à Belkhadem de faire un long retour en arrière pour glorifier le FLN du temps du parti unique et de rappeler les nombreuses réussites sociales du pays (gratuité de l'enseignement et de la santé...) réalisées grâce, selon lui, au parti unique qu'était le FLN.

Concernant l'interdiction du nomadisme politique et la démission des ministres désireux de se présenter aux élections, Abdelaziz Belkhadem a tenu à affirmer : «Citez-moi un seul pays au monde où un ministre ou un président de la République doit démissionner pour se présenter aux élections ? Si on l'applique en Algérie, alors tous les ministres issus du FLN, du RND et du MSP devront démissionner et le pays restera donc sans gouvernement, c'est inadmissible et ça n'a aucun sens, et c'est le même cas qui se pose pour le président de la République. Doit-il aussi démissionner pour se

présenter aux élections avec tous les dangers que peut représenter cette vacance pour la nation. Je m'insurge notamment contre les kiosques politiques, ces personnes, qui ne représentent qu'elles-mêmes et ne possèdent aucune base populaire, profitent des rendez-vous électoraux pour mettre leur cachet au service du plus offrant. C'est ça qu'on devrait combattre.»

Ne laissant passer l'occasion pour fustiger le courant des redresseurs, le leader du FLN a, sur le ton de la plaisanterie, affirmé que son parti ne souffre d'aucune division ou opposition. «Le seul problème du FLN est qu'il est en trop-plein, donc ce sont de simples bousculades qui se déroulent devant la porte de notre parti. Certaines personnes pensent qu'elles sont nées uniquement pour la responsabilité, donc là elles se bousculent juste pour décrocher un poste de responsabilité. Mais elles doivent savoir que seuls les militants ont le droit de choisir et si les militants refusent, ces personnes doivent être respectueuses et dignes et se taire définitivement. Car les insultes et les coups portés dans le dos sont les armes des faibles. On ne doit pas oublier que la politique est une moral», affirmera-t-il.

Pour clore son allocution, M. Belkhadem a tenu à exhorter ses cadres et militants à se préparer sérieusement pour les prochaines échéances électorales, pour, selon lui, démontrer à tout le monde que le FLN est la première force politique en Algérie.

Imed Sellami

RÉFORMES POLITIQUES

Ennahda appelle au départ du gouvernement et à la dissolution de l'APN

La salle Mohammed-Touri de Djendel était déjà comble avant l'arrivée du docteur Fatah Rebii, secrétaire général du Mouvement Ennahda qui a animé en milieu de matinée un meeting, en compagnie de Douibi Mohammed, directeur de la Fondation El Kods.

Sans préambule, le chef d'Ennahda est entré dans le vif du sujet en évoquant les réformes initiées par le président de la République. «Ce sont des réformes superficielles et dont de surcroît la mise en application est confiée à un gouvernement qui a perdu toute crédibilité aux yeux des citoyens. Ce gouvernement doit partir et l'APN doit être dissoute», a-t-il déclaré. «Il n'y a pas d'intention sérieuse de mener de vraies réformes à même de remettre le pays et ses institutions dans le droit chemin», a-t-il ajouté.

Abordant le sujet de la corruption, il trouve que «c'est une honte pour l'Algérie d'être classée à la 111^e place dans la lutte contre ce fléau qui ne fait que gagner du terrain et notée par un 3 dans ce domaine, ce qui signifie que nous vivons dans un pays totalement gangrené par ce mal qui mine notre économie et nos institutions,

ce qui signifie aussi que l'Etat n'a pas une réelle intention de lutter contre la corruption».

Pour étayer ses critiques, il s'interroge sur les sommes colossales qui ont été déversées par le Trésor public pour le développement de l'agriculture dans le but de nous assurer l'autosuffisance alimentaire. «Cet argent n'a pas abouti ou seulement pour une petite part entre les vrais agriculteurs, il a été détourné au profit de certains parasites qui ont érigé des villas somptueuses.»

A propos de changement dans la gouvernance, Rebii dira qu'«il n'y a qu'une alternative : ou ce changement se fera avec des hommes intègres dans la transparence la plus totale pour concilier les Algériens avec le pouvoir ou alors ce sera la porte ouverte tôt ou tard à l'intervention étrangère qui n'attend que ça».

Et d'ajouter : «Ces puissances étrangères, l'Occident, hier elles ont soutenu des dictatures aujourd'hui elles soutiennent leurs opposants mais leur but unique et de s'emparer et de continuer à s'emparer des richesses de ces pays.» Et de citer le cas de la Libye.

Evoquant le néo-concept de «printemps arabe», le S/G d'Ennahda dira que

«notre printemps nous l'avons débuté en octobre 1988 et c'est grâce à cela que nous sommes aujourd'hui devenus un parti agréé». «Avec nos richesses, nos potentialités, nos hommes nous pouvons faire en sorte que l'Algérie vive dans un perpétuel printemps», a encore souligné le secrétaire d'Ennahda.

Toujours à propos de changement et de réformes, l'orateur préconise la démission du gouvernement et la mise en place d'un gouvernement provisoire composé d'Algériens intègres et compétents pour conduire des réformes et notamment en premier lieu le changement de la Constitution car, dit-il, «on n'aboutit à rien en votant seulement certaines lois organiques. Il faut d'abord une autre Constitution de laquelle tout doit découler, autant mettre la charrue avant les bœufs».

Cependant, Ennahda, selon son SG, se dit contre une éventuelle Assemblée constituante en expliquant que «ceux qui prônent cela ne veulent en fait que faire disparaître les constantes nationales et le code de la famille».

Les APC n'ont pas été épargnées par les attaques du chef d'Ennahda : «Des P/APC ont restitué des milliards qui n'ont pas été dépensés alors que leurs popula-

tions ont cruellement besoin de tant de choses pour améliorer leur cadre de vie. Un argent qui sera détourné dans le labyrinthe des réseaux de la corruption et de la dilapidation des deniers publics.»

Rebii s'élève aussi contre le rôle de l'administration : «La justice est au service de l'administration alors que dans un pays qui se respecte, c'est l'administration qui est au service de la justice».

A ce sujet il dira : «Nous avons préconisé des mesures salvatrices pour une bonne gouvernance, à savoir : que doivent être jugés comme inéligibles non seulement ceux qui peuvent constituer un danger pour l'ordre public mais aussi ceux qui peuvent devenir une menace pour le bien et la chose publique, ceux qui sont connus pour avoir les mains sales et pour avoir attenté au domaine public.»

Existe-t-il un projet de coalition entre tous les partis d'obédience islamique ? A cette question Fatah Rebii a déclaré que «ce projet n'existe pas pour l'instant mais nous restons ouverts à toutes communications et dialogue avec tous les partis qui œuvrent à l'édification d'une Algérie prospère».

Karim O.